

50

Culture générale

sujets d'actualité

2025 - 2026

Frédéric Bialecki

Ancien élève de l'École normale supérieure
de Fontenay-Saint-Cloud
Professeur de chaire supérieure en lettres modernes
Professeur de culture générale en CPGE
Membre de jurys de concours en écoles de commerce

Louis Dizier

Ancien élève de l'École normale supérieure
de Fontenay-Saint-Cloud
Ancien élève de Sciences Po Paris
Professeur de chaire supérieure en lettres modernes
Professeur de culture générale en CPGE
Membre de jurys de concours en écoles de commerce

Bréal
by **Studyrama**

Mise en page : Loïc Pennanéac'h et Daphné Alain

© Bréal, septembre 2025.

Toute reproduction même partielle interdite.

ISBN : 978 2 7495 5772 4

Avant-propos

Il n'y a peut-être rien de plus passionnant à comprendre que le présent, mais aussi rien de plus difficile. Voici 50 sujets contemporains portant sur les enjeux essentiels de notre temps.

Représentatives des questions qui tombent dans les concours, ces fiches permettront une préparation rapide aux épreuves d'admission des classes préparatoires, des concours Passerelle ou Tremplin, des concours de la fonction publique. Elles permettront également de préparer une khôlle ou un exposé.

Il s'agit principalement, selon une démarche synthétique et accessible, mais aussi stimulante, d'entrer dans les grands débats de notre société, sans jargon inutile ou connaissances prérequis. Les exigences des concours sont élevées : il faut problématiser les notions, nourrir une réflexion organisée et non simplement empiler des connaissances. Les candidats doivent défendre un point de vue argumenté, fondé sur des exemples pertinents et clairement exposés. Cet ouvrage fournit les éléments indispensables pour y parvenir, dans un style concis et efficace qui va à l'essentiel. Rédigés sous la forme de plans bien structurés, les sujets traités donnent une idée précise de ce qui est attendu par les jurys.

Ainsi comprise, l'épreuve de culture générale aux concours permet d'avoir des repères indispensables et de conjurer l'angoisse du morcellement des connaissances. L'épreuve de culture générale, qui fait souvent peur aux étudiants, se prépare en réalité comme les autres ; elle vise à évaluer leur ouverture d'esprit et leur curiosité plus que leur érudition.

Bien guidé dans ses efforts, chacun peut y parvenir aisément.

Les auteurs

Sommaire

Première partie : Politique et débat d'idées

Sujet 1	Pourquoi est-il devenu si difficile de débattre ?	8
2	L'opposition droite-gauche a-t-elle encore un sens ?	13
3	Fin du politique, fin des idéologies ?	17
4	La démocratie en question	22
5	La révolution féministe, avenir de nos démocraties ?	27
6	La France est-elle irréformable ?	32
7	Le populisme : symptôme de la crise démocratique contemporaine	38
8	La proximité, un enjeu majeur pour la démocratie	42
9	Guerre en Ukraine : un défi pour les démocraties et pour le monde	47
10	L'Europe à la croisée des chemins	55
11	Pourquoi l'éducation française est-elle en crise ?	61
12	Haro sur la liberté ?	66
13	L'égalité est-elle toujours une « passion dominante » de nos démocraties ?	70
14	La laïcité à la française est-elle compromise ?	73
15	Mort de Dieu ou retour des religions ?	76
16	Islam en France ou islam de France ?	80
17	La terreur djihadiste : un défi pour la société française	84
18	La sécurité : épouvantail ou miroir aux alouettes ?	88
19	Mythes et réalités des banlieues	92
20	Faut-il avoir peur de l'individualisme ?	96

Deuxième partie : Le progrès en procès

21	Comment définir le progrès ?	100
22	L'utopie ou l'imaginaire du progrès	104
23	L'humain deviendra-t-il obsolète ?	108
24	Trois fantasmes autour de l'humain : mesurer l'homme, le prévoir, l'augmenter	111

25	Le culte de la performance	114
26	La société malade du court terme	117
27	La vieillesse : symbole ambigu du progrès humain	120
28	Grandeurs et misères du travail contemporain	124
29	Les enjeux de la révolution numérique	129
30	Internet, une révolution pour le savoir ?	135
31	Facebook : Narcisse au clavier ?	138
32	IA, entre réalités et fantasmes	141
33	Quelle médecine pour quelle société ?	146
34	Vers une nouvelle définition du couple, de la famille, du sexe	150

Troisième partie : Arts et cultures, un monde en métamorphose

35	Qu'est-ce que l'art moderne ?	156
36	Faut-il craindre une culture mondialisée ?	161
37	Qu'est-ce que le <i>soft power</i> ?	164
38	La tyrannie des apparences	169
39	À quoi sert la publicité ?	172
40	Le pouvoir des médias : réalité ou fantasme ?	175
41	La visibilité : un modèle pour l'âge contemporain ?	179
42	Le triomphe du plaisir ?	183
43	Le sport : nouvel opium du peuple ?	186
44	Du rire à l'humour	190
45	Le jeunisme : symptôme d'une société vieillissante ?	193
46	Le triomphe du genre biographique	196
47	D'où nous vient la passion de l'histoire ?	199
48	Sommes-nous encore les héritiers des Lumières ?	203
49	Les animaux sont-ils le miroir des hommes ?	207
50	Faut-il sauver la culture générale ?	210

Bibliographie sélective	213
--------------------------------------	-----

1-20

Sujets d'actualité

Première partie

Politique et débat d'idées

1 Pourquoi est-il devenu si difficile de débattre ?

Dans un entretien radiophonique avec le journaliste Nicolas Demorand, le philosophe Pierre-Henri Tavoillot déplorait un « ensauvagement » de la vie publique française et la disparition de la logique de civilité, ciment d'une nation qui permettait le vivre ensemble. Sur les ondes et les plateaux de télévision, sur les réseaux sociaux, et maintenant sur les bancs de l'Assemblée nationale, surtout après les législatives de 2024, partout on assiste à un déchaînement de mots excessifs, d'agressivité, de violence verbale, sur fond d'hyper-excitabilité et d'hyper-susceptibilité.

Comment en est-on arrivé à ce degré de haine ? D'une part, la société française est gouvernée de moins en moins par la raison et de plus en plus par les passions. Elle est tараudée par des peurs tenaces. Des peurs qui divisent, apportant leur lot de fracturations ; d'autre part, les communautés émergentes construisent leur identité en s'opposant les unes aux autres et en s'installant dans des postures de victimisation.

Entre savoir et croire

Lors du procès en destitution de Donald Trump, un élu de la Chambre des représentants disait : « Si la vérité n'a plus aucune importance, alors tout est perdu. »

Notre société vit depuis un certain temps une crise de l'autorité : celle des parents, des professeurs, des hommes politiques, des institutions comme la justice, aboutissant à un désengagement du citoyen. **Mais le fait nouveau, c'est que la vérité elle-même ne fait plus autorité.** Nous sommes entrés dans l'ère des rumeurs, des *fake news*, des réactions à chaud, des théories complotistes et, on le verra, du ressenti. L'opinion prévaut sur la vérité, souvent complexe, lente et difficile à trouver, et qui s'accorde mal avec « la pente justicière » de l'opinion publique et son désir d'immédiateté (Mona Ozouf). Désormais, c'est chacun sa vérité, autrement dit la tyrannie des opinions.

Le risque d'une information non vérifiée, des peurs et des émotions fondées sur des faits qui n'existent pas, c'est l'emballement des passions, la disparition de la raison et, à terme, la mise à mal même de la démocratie. Ce danger est mis en exergue par Nicolas Baverez dans son ouvrage *L'Alerte démocratique*. Selon lui, **la démocratie ne peut pas exister sans un rapport à la vérité.** Celle-ci est notre bien commun. Mais comme personne ne possède à lui seul la vérité, il est du ressort de la démocratie de garantir le débat public par la liberté d'expression. Le débat est donc nécessaire mais, pour qu'il ait un sens, il faut qu'il se base sur des faits et, comme on l'a vu, cela est de moins en moins le cas.

Il faut donc reconstruire un **espace de débat** qui permette de faire éclater la vérité : prendre le temps de s'écouter, d'argumenter, de délibérer, de convaincre.

Cet espace chez Platon, c'est le dialogue. Le philosophe grec se méfiait des sophistes et des rhéteurs qui escamotaient notre consentement par des raisonnements captieux et le miel des bonnes paroles. À cela il préférerait le dialogue, sorte de sérénade interrompue interdisant les effets de manche et exposant l'orateur à se justifier en permanence dans un cheminement très agogique.

Mais le régime de la parole médiatique est tout autre. Le dialogue est devenu un dialogue de sourds qui tourne en rond et les débats virent très rapidement à la foire d'empoigne. La forme l'emporte sur le fond. Ceux qui ne sont pas de votre bord n'attendent qu'un faux pas, une formule malencontreuse de votre part pour vous immoler sur l'autel de la bien-pensance, voire vous menacer de meurtre sur les réseaux sociaux (affaire Mila et plus récemment contre les députés ne votant pas la motion de censure après l'adoption de la réforme de retraites par l'article 49.3). Sur les réseaux sociaux, le débat qui suppose l'écoute et l'argumentation est remplacé par le seul souci, souvent narcissique, d'expression de soi. En outre, le réseau social donne à la fois l'illusion de la vérité et du bon sens partagé (on se rassemble avec ceux qui pensent comme nous), l'illusion de l'action (on fulmine et on pétitionne pour conjurer un sentiment croissant d'impuissance en démocratie), mais aussi l'illusion de la simplicité (face à un monde trop complexe, les théories simplistes et complottistes foisonnent).

Les peurs françaises

Déjà en 1993, Alain Duhamel, dans son ouvrage *Les Peurs françaises*, présentait la France comme un pays qui ne s'aime pas, taraudé par toutes sortes de peurs qu'il présentait comme irrationnelles : peur du déclin économique, défiance vis-à-vis de l'Europe, peur de l'immigré accusé de prendre le travail des autres, du libéralisme et de la mondialisation avec leur logique de marché, du déclassement avec les inégalités qui se creusent, des réformes qui mettent en péril le *statu quo*, des institutions jugées inefficaces, des hommes politiques coupés des réalités du pays ; et, plus généralement, peur de la démocratie accusée de faiblesse et n'offrant que des alternances en trompe-l'œil.

Ces peurs sont-elles imaginaires ? À vrai dire la question ne se pose même plus. Elles sont là et, loin de s'estomper, elles se sont fortifiées avec le temps, aboutissant à un climat de défiance généralisée. **Mais surtout, elles lancent un nouveau défi à la démocratie : désormais celle-ci doit aussi « donner la parole à la vie ressentie des gens », pour reprendre la formule de Pierre Rosanvallon.** Par exemple, les experts ont beau dire, chiffres à l'appui, que le

niveau de vie des classes défavorisées s'améliore (un peu) et que l'immigration n'est pas aussi massive qu'on le prétend, on leur répond : « Allez à la station RER du Châtelet à 6 heures du soir » (Renaud Camus, théoricien du « grand remplacement »), ou plus finement : « Les gilets jaunes expriment le ressenti d'une grande injustice sociale et d'une grande peur de déclassement social, pour eux-mêmes mais surtout pour leurs enfants et petits-enfants » (Christian Chassériau, chargé de l'évaluation des politiques publiques). On peut aussi comparer l'insécurité et le sentiment d'insécurité.

La vérité n'est donc plus seulement factuelle, comme le voulait Nicolas Baverez, elle est également subjective. C'est la raison pour laquelle les débats sont devenus si virulents : d'un côté ceux qui s'appuient sur les chiffres, de l'autre ceux qui expriment leur ressenti. **Et c'est un exercice extraordinairement difficile pour une démocratie que de réconcilier la vérité des faits et la subjectivité des vécus.**

Une société clivée

Une autre conséquence des peurs est la montée en puissance des frustrations. Nous vivons désormais dans une société d'écorchés vifs où beaucoup de citoyens se présentent comme des victimes humiliées. Autant l'optimisme rassemble, autant le pessimisme divise, chacun défendant bec et ongles son pré carré. La République, c'est la chose commune. Or, il n'y a plus de chose commune. L'intérêt général se dilue dans les intérêts particuliers, et les revendications catégorielles l'emportent sur toute autre considération... Inéluctablement, dans ce climat où s'exacerbent les tensions issues des fractures (sociale, numérique, religieuse, sociétale, territoriale, etc.), toute décision entraîne le mécontentement de telle ou telle catégorie de citoyens qui se sent exclue ou marginalisée. À l'origine de la crise des gilets jaunes, il y avait des mesures argumentées de hausse du prix du carburant et de limitation de vitesse sur route ; mais les populations enclavées, captives de l'automobile, ne voulaient pas faire seules les frais de la transition écologique et de la sécurité routière. Les lois sur la laïcité se heurtent au mécontentement de croyants (pas seulement musulmans) qui refusent de faire le distinguo entre l'insulte à la religion et l'insulte à la personne. Telle minorité gay ou lesbienne réclame le mariage pour tous et la PMA pour toutes, déclenchant les foudres d'une autre minorité très hostile à des réformes sociétales qui leur font peur, au nom d'un ordre anthropologique jugé immuable.

De tels clivages libèrent toutes sortes de violences réelles ou symboliques dans la rue (marche aux flambeaux avec la tête de Macron sur une pique, tête d'Olivier Dussopt sur un ballon de foot, augmentation sans précédent des

atteintes aux élus) et sur les réseaux sociaux (appels au viol et au meurtre), violences qui aggravent à leur tour la fragmentation de l'espace public.

Quels remèdes ?

Une autre difficulté de l'exercice démocratique est de maintenir une possibilité de débat constructif entre des forces antagonistes qui n'ont plus forcément envie de se parler. Pour ce faire, il faut :

- **restaurer une culture du débat.** Le débat implique précisément qu'on accepte de se parler (ce qui n'est pas forcément le cas lorsque l'on vocifère), qu'il y ait un partage de la parole et de l'écoute, un degré de tolérance à la critique, une possibilité de prendre du recul – y compris vis-à-vis de soi-même –, un certain pragmatisme consistant à préférer le compromis à la guerre totale, une dose d'humilité (les désaccords ne sont peut-être pas sans appel et l'on peut se retrouver sur certains points) et un goût pour la vérité qui l'emporte sur le désir d'avoir raison ;

- **réaffirmer le besoin de culture générale pour sortir du nombrilisme.** La culture c'est la mise en perspective des idées et des événements, c'est la possibilité de comprendre les opinions, de distinguer celles qui sont pertinentes de celles qui sont déplacées, de comprendre l'ironie ou le second degré qui, depuis Montesquieu et Voltaire, sont une composante essentielle de l'esprit français ;

- **retrouver le sens de la bienveillance et de la courtoisie**, faute de quoi on tombe dans le fanatisme qui consiste à refuser *a priori* d'accorder un quelconque crédit au point de vue de l'autre ;

- **faire en sorte que la majorité respecte les minorités**, mais que les minorités respectent aussi la majorité, c'est-à-dire le suffrage universel ;

- **veiller à ce que les responsables politiques ne traitent pas le ressenti des Français par le déni ou la condescendance** : l'identité française, l'immigration, l'islam, la laïcité sont des vrais sujets et il ne faut pas se dérober à ce genre de débat. La nature ayant horreur du vide, on risquerait d'en laisser le monopole à l'extrême droite ;

- **comprendre que les inégalités seraient mieux acceptées si la production de richesses profitait aussi aux classes défavorisées.** Pas forcément réduire drastiquement les inégalités mais donner l'espoir que la croissance permettra à tous d'améliorer sa condition et d'avoir des perspectives pour l'avenir. Or, depuis la crise de 2008 et la paupérisation des classes moyennes, c'est exactement le contraire qui est en train de se produire ;

- **réduire le fossé (pourvoyeur de frustrations) entre les aspirations du peuple et les décisions qui sont prises**, ce qui implique de rapprocher la

démocratie du citoyen. La démocratie doit renouer avec le consensus et le sentiment de la volonté générale ;

– et surtout **revenir à l'idée de fraternité, trop souvent éclipsée par celle d'égalité** (la grande passion française selon Tocqueville). Il faut que la France redevienne une nation, autrement dit que les citoyens soient liés d'une part par un sentiment d'appartenance commune, d'autre part par des réseaux d'entraide et de solidarité dans un maillage social homogène.

Pendant les révoltes de 2005, Jacques Chirac disait aux jeunes des banlieues : « Vous êtes tous les enfants de la République. » Magnifiques paroles qu'il faut maintenant, et plus que jamais, traduire en actes...

2 L'opposition droite-gauche a-t-elle encore un sens ?

L'opposition droite-gauche appartient à notre paysage depuis deux siècles et permet encore de situer les partis, les personnalités et les programmes. Mieux, elle est souvent revendiquée par les hommes politiques eux-mêmes. Mais le refus de cette partition a aussi un sens politique : il signifie une rupture avec un modèle archaïque et suppose qu'il n'y a face aux réalités qu'une seule politique possible.

Sur quels fondements repose une telle opposition et sur quels motifs juger de son prétendu dépassement ?

Une structuration incontournable mais discutable de notre imaginaire politique

- **Une définition introuvable**

Il faut renoncer à définir la droite et la gauche comme si elles avaient un contenu fixe. Ceux qui l'ont tenté parlent d'ailleurs « des droites » (R. Rémond et J.-F. Sirinelli) et « des gauches » (J.-J. Becker et G. Candar) en tentant de repérer des continuités (une généalogie de la droite, légitimiste, orléaniste, bonapartiste continue à offrir des repères) ou une gradation en termes de radicalité, allant du centre à l'extrême. Cette dernière approche est toutefois également contestable : il n'est pas sûr que l'extrême renvoie à la « vérité » de la droite ou de la gauche, même sur le plan théorique, et même si les partis extrêmes peuvent rêver d'incarner la « vraie gauche » ou la « vraie droite » ou que les adversaires des partis de gouvernement soient exposés à la critique symétrique (une droite « dure » ou « décomplexée », une gauche « utopique » et « irréaliste »).

- **Un enjeu de polarisation : l'idéologie libérale et marxiste**

Il est bien connu que l'on se pose en s'opposant : si la gauche se reconnaît en France, c'est bien dans sa lutte contre le néolibéralisme ou l'ultralibéralisme, stigmatisant par là un modèle capitaliste où la finance triomphe sur l'économie, où la recherche du profit immédiat passe par la précarisation, la flexibilité et l'allongement du travail (la social-démocratie, qui défend l'économie sociale de marché, passe ainsi pour une droite déguisée pour l'extrême gauche). De même, la droite se fédère assez naturellement contre une gauche identifiée à une idéologie marxiste (et keynésienne), fondée sur une opposition entre classes sociales. En réalité, gauche et droite sont plurielles et cette double stigmatisation est réductrice.

Valeurs ou représentations	Droite	Gauche
L'égalité	Les inégalités sont justifiables dans une certaine mesure : l'égalité est définie en termes de droits individuels	Les inégalités ont une cause sociale qu'il faut combattre : l'égalité est définie en termes de droits sociaux
L'État	Scepticisme sur l'avènement d'un bonheur collectif : l'État doit favoriser les talents et la liberté individuelle	Croyance dans le rôle de l'État pour « changer la vie » dans le sens de l'intérêt collectif
L'Homme	Pessimisme dans un monde fait d'insécurité et de compétition : idéal de responsabilité	Optimisme dans un monde à transformer : idéal de générosité

• Un conflit de valeurs ?

En dépit de leur caractère mouvant et hétérogène, on tend généralement à opposer deux visions du monde sur de grands principes, à nuancer en fonction des personnalités politiques, des sensibilités et des enjeux de l'actualité.

Il faut tenir compte des images : la droite se revendique rarement du libéralisme (impopulaire en France), même quand sa politique s'en inspire. De même, le PS, qui a eu du mal à rompre avec son ambition révolutionnaire et à accepter idéologiquement le capitalisme, s'inspire lorsqu'il est au pouvoir de la social-démocratie (politique d'austérité, privatisations...), minoritaire jusqu'ici dans la gauche française, mais revendiquée par François Hollande, Manuel Valls ou Emmanuel Macron. **Droite et gauche ont ainsi des attitudes différentes lorsqu'elles sont dans l'opposition et au pouvoir** : la droite ne remet pas en cause le « modèle social à la française » ou entend réparer la « fracture sociale » (Jacques Chirac) ; la gauche adopte une politique gestionnaire bien éloignée de ses idéaux, au nom de la realpolitik, en atteste le virage libéral de 1983.

Mais il ne faut pas disqualifier trop vite les courants idéologiques. Le libéralisme défend selon ses théoriciens les droits de l'individu, la limitation du pouvoir de l'État ou refuse le contrôle étatique de l'économie (aux États-Unis, un libéral défend les droits de la personne et la protection sociale). Il ne peut être associé à la politique des néoconservateurs qui sont farouchement opposés au « libéralisme culturel ». De même, l'héritage de la pensée de Marx est précieux pour analyser les évolutions modernes du nouveau capitalisme en temps de crise, des nouvelles formes de domination sociale, ou des réalités quotidiennes du travail.

Sortir de l'affrontement droite-gauche ?

Pour beaucoup, la remise en cause de cette structuration se justifie, la politique ne peut être réduite à un affrontement idéologique. Le sens politique réclame des actions peu situables « à droite » ou « à gauche ». Certaines questions font consensus, d'autres divisent chacun des camps (l'Europe, par exemple). Le combat politique amène aussi à brouiller les pistes, ainsi de Nicolas Sarkozy citant Jaurès ou François Hollande se référant à de Gaulle (mais il s'agit plus de récupération que de conversion à une doctrine). Certaines formes de refus de cette opposition sont même le signe de notre crise politique actuelle. En outre, depuis lors, gauche et droite traditionnelles sont minoritaires dans les élections présidentielles. L'alternative au centre semble aujourd'hui se résumer à l'extrême droite (et dans une moindre mesure l'extrême gauche). Du coup, la rhétorique du centre tend à jouer sur la diabolisation des extrêmes pendant les campagnes électorales, mais ce discours fait de moins en moins recette si on en juge par la poussée du vote extrême qui s'est banalisé. Le macronisme est en réalité fondé sur l'idée d'une absence d'alternative possible : gauche et droite sont trop faibles et l'extrême jugé « impossible ». Mais c'est un jeu dangereux qui ne peut avoir que trois issues : soit un retour du clivage gauche/droite malgré tout ; soit un maintien de plus en plus difficile d'un centre sans alternative (mais ce choix a déjà fonctionné en 2017 et 2022 mais pas en 2024 avec une majorité introuvable à l'Assemblée) ; soit la tentation de l'extrême qui finira par se produire si les deux autres scénarios n'adviennent pas. En cas de nouvelles élections survenant à la suite d'une dissolution ou d'un renversement de gouvernement, il paraît peu probable qu'un nouveau front républicain se constitue, notamment en raison du délitement du NFP.

La recherche d'une troisième voie, autrefois illustrée en Grande-Bretagne par Tony Blair et incarnée aujourd'hui par Emmanuel Macron et par François Bayrou, nommé le 13 décembre 2024 au poste de Premier ministre. Elle veut opérer une synthèse entre les courants démocratiques modernes, dans un monde qui exige plus de pragmatisme et des valeurs communes, face à la mondialisation et aux progrès de l'individualisme : protection des libertés individuelles inspirée du libéralisme, régulation des marchés et idéal de justice, inspirés du socialisme. Toutefois, on reproche souvent au macronisme de pencher à droite et de chercher une majorité avec le parti LR. Toutefois, si les élections régionales de 2021 avaient réactivé le clivage droite-gauche traditionnel, les législatives de juin 2022 et surtout celles de 2024 ont radicalisé les oppositions (NUPES puis NFP d'un côté, RN de l'autre). La majorité présidentielle n'est plus assez forte pour gouverner seule comme en 2017. Et ce qui reste de Renaissance, d'Horizon et des LR aura bien du mal à constituer une majorité stable en raison des

divisions. L'idée d'un gouvernement de coalition qui n'a jusqu'ici pas fait partie de la culture politique française aurait bien mérité de s'imposer face aux crises géopolitiques (la guerre en Ukraine et ses conséquences) ou face aux grands enjeux de société (réformes notamment). On remarquera toutefois que lorsqu'un mouvement comme « En marche » en 2017, ou « Renaissance » puis « Ensemble » en 2022 occupe le centre de l'échiquier, les partis de gauche et de droite traditionnels sont fragilisés comme jamais au profit de forces plus radicales : on l'a vu avec la majorité introuvable et le recours au 49.3 pour la réforme des retraites. L'urgence l'imposera-t-elle face à la montée du RN ou l'incapacité de réformer ? Ce n'est pas sûr et l'on peut même voir prospérer les radicalités et le populisme comme dans d'autres pays.

Le modèle du populisme est fondé lui aussi sur le rejet apparent de l'opposition classique entre gauche et droite – « tous pourris », la « clique UMPS » (Le Pen), « Qu'ils s'en aillent tous ! » (Mélenchon) –, il tend aussi à la radicaliser : « la vraie droite » (« bleu marine »), « la vraie gauche » (celle des Insoumis). Il est aussi perçu comme une contestation du modèle démocratique parce qu'il promeut une certaine violence, mais il est surtout le signe d'une crise de la démocratie dont il relève les insuffisances sur un mode contestataire.

3 Fin du politique, fin des idéologies ?

Dans le film de Denys Arcand, *Les Invasions barbares* (2002), les personnages qui arrivent au terme de leur existence se demandent quels sont les « -ismes » qu'ils n'ont pas essayés. Leur siècle, le XX^e, est celui des combats politiques acharnés et des idéologies, avec leurs excès et leurs passions. Parallèlement, la génération nouvelle semble ne plus s'en préoccuper. L'année de la chute du mur de Berlin (1989), Francis Fukuyama annonçait même la fin de l'histoire et le triomphe des démocraties libérales de marché. Cette thèse, même contestée, a pu laisser croire que nous assistions à la fin du politique et des idéologies.

La perte du sens collectif ou la fin du politique ?

La foi dans le politique suppose une croyance en un destin commun guidé par la politique. Cette croyance, forte à l'ère des États-nations, semble disparaître sous l'effet conjugué d'un accroissement des préoccupations individuelles et d'une intégration progressive des pays dans la mondialisation. C'est encore plus vrai dans des pays qui visent, comme en Europe, une forme d'intégration plus poussée. Comme le dit Nicolas Roussellier, ce n'est d'ailleurs pas tant la croyance en un déclin du politique qui est nouvelle que le sens donné à ce déclin. Envisagé il y a trente ans comme un signe positif du triomphe de la démocratie, il l'est aujourd'hui de façon plus pessimiste. La fin des conflits sur le meilleur régime possible (qui fut un des marqueurs du XIX^e siècle), la fin du modèle d'un État surpuissant qui dirige ou oriente profondément l'économie (celui des grands travaux, de la planification, du dirigisme volontariste), le poids croissant des marchés extérieurs expliquent en particulier ce discrédit. La baisse tendancielle de la participation aux élections apparaît comme sa conséquence, et la politique n'est plus tant vue comme l'instrument d'un destin commun que comme une adaptation aux contraintes extérieures ou budgétaires. C'est aussi moins une vision de l'avenir qu'une gestion prudente du présent (surtout en période de crise). Chaque gouvernement ne fait plus que redistribuer sans cesse un arsenal de solutions, selon une logique plus gestionnaire que visionnaire : c'est aussi ce qui explique le reproche d'une confusion entre la droite et la gauche en France (les contraintes et les solutions sont les mêmes pour tous, dès lors qu'on veut être pragmatique). L'homme politique vit dans la dépendance des experts, et il est plus difficile de faire preuve de hauteur de vue quand l'unique objectif est de s'adapter et non d'inventer.

Les échecs répétés des politiques actuelles discréditant la fonction des politiques, la mise en cause d'un État lointain au profit de la décentralisation, la fin du service militaire (1996 en France) ont accompagné ce mouvement de fond : ainsi, certaines valeurs comme la nation, le patriotisme, ou même encore le Parti, qui engageaient des croyances et des luttes acharnées, sont devenues presque inexistantes aujourd'hui. C'est un des bouleversements profonds de nos sociétés.

Cette perte du sens du collectif s'accompagne aussi d'un souci plus marqué pour les préoccupations individuelles : le sacré (ce pour quoi l'on est prêt à se sacrifier) ne relève plus du transcendant, de causes communes ou supérieures, ou alors dans une mesure nettement moindre, au profit de ce qui relève de l'individuel (ma vie, mes proches, mes enfants). La privatisation des intérêts est un des signes de l'âge contemporain : elle explique en partie la mise en cause de certains principes de solidarité commune, de certaines formes de l'État providence, dans un contexte où chacun se sent aussi plus seul et plus démuné face aux évolutions du monde (délocalisations, par exemple).

Enfin, c'est la figure même de l'homme politique qui a changé : l'homme public a laissé la place à l'homme privé, la « peopolisation » médiatique a transformé nos perceptions. L'électeur cherche davantage de proximité, veut des candidats qui semblent proches de ses préoccupations (se rendre sur les lieux d'un drame est devenu un impératif pour tout homme politique : on attend au moins de la compassion à défaut d'une solution). Pourtant, la crise du politique et la dépolitisation des masses (en particulier des jeunes) sont très inquiétantes, car la mondialisation, la place de l'économie, les dangers d'une absence relative de régulation (comme la crise des *subprimes* l'a révélé) rendent d'autant plus indispensable une réappropriation du pouvoir politique par le peuple. **Là où la logique économique nous dit souvent qu'il n'y a pas de choix, la politique nous rappelle que tout est affaire de choix.** Le renforcement du contrôle parlementaire et de la morale politique s'impose face aux dangers de la corruption, du laxisme, des collusions entre les pouvoirs, du lobbying forcené, de la technocratie, des conflits d'intérêts : d'où la naissance de réseaux, d'associations, de collectifs qui entendent promouvoir une prise de conscience citoyenne sur les enjeux de l'avenir afin d'alerter ou orienter les décisions qui ne peuvent se limiter aux intérêts de groupes puissants ou même d'États qui servent d'abord leurs intérêts.

Faut-il se réjouir de la fin des idéologies ?

Après l'expérience totalitaire, c'est la croyance illimitée dans la politique qui a été visée, ainsi que ses excès et sa capacité à produire des illusions. Certains, comme les personnages principaux des *Invasions barbares*, y voient justement

un signe de barbarie. L'heure fut alors au consensus mou, à l'apaisement des conflits idéologiques au profit de solutions pragmatiques : c'est l'ère des technocrates, des experts sans culture politique et non plus des idéologues qui apparaissent comme des réactionnaires ou des nostalgiques d'un monde disparu (le XX^e siècle). C'est aussi **l'ère du triomphe de l'économie sur les idées ou les principes**, comme en témoigne le discrédit des intellectuels. Une nouvelle barbarie voit le jour, celle d'un monde rivé à ses intérêts et ses désirs, sans culture et sans idées à défendre (*L'ère du vide* annoncée dès 1983 par G. Lipovetsky).

Certains se sont pourtant réjouis de cette disparition : **les idéologies ont été des religions de substitution conduisant à l'horreur**. Elles proposaient une pensée systématique souvent dépourvue de nuances et d'autocritique (éléments caractéristiques d'un discours idéologique). Elles proposaient une vision indiscutable du monde, et régentaient les actions humaines jusque dans l'intimité, au nom d'une bonne cause. Elles proposaient une croyance sans limites dans le progrès et une promesse de salut (une métaphysique et une éthique tout à la fois). Mais faut-il voir dans cette disparition de la croyance dans le progrès la fin de toute idéologie ?

On peut considérer que **le modèle néolibéral** annoncé par Fukuyama possède aussi une dimension idéologique (économisme, valorisation de la dérégulation et du laisser-faire, promesse de prospérité). Mais cette conception n'engage aucune vision réformatrice de l'homme, livré à ses appétits, elle ne propose aucun projet collectif de justice et recule sans cesse sa promesse.

Il ne faut donc pas s'étonner du retour de certaines formes de pensées souvent fortement idéologisées :

– **L'intégrisme** constitue non un retour des religions (après le désenchantement du monde), mais une « idéologisation de la religion » (P.-H. Tavoillot) dans des sociétés qui ont du mal à accepter la modernité. Il ne peut se confondre avec un simple regain pour les formes anciennes de la spiritualité. Les religions sont les nouvelles idéologies du XXI^e siècle.

– **L'écologisme** a également connu une forte idéologisation, au-delà de la prise de conscience nécessaire des problèmes écologiques : discours apocalyptique, retour d'un discours culpabilisant. Mais contrairement aux idéologies, l'écologisme propose un modèle parfois régressif (la décroissance), voire un refus du progrès et de ses bienfaits. Certains parlent même d'un éco-terrorisme (fauchage des champs d'OGM, détériorations d'œuvres d'art, violences condamnées du bout des lèvres).

– **L'indignationnisme** est une sorte d'idéologisation ou de perversion de l'esprit critique : critique de tout intérêt, critique de toute réforme même produite par un consensus, posture de refus (fièvre de pétitions), critique des

puissants... (« L'indigné aspire à la simplicité de la guerre dans la complexité désespérante d'un monde pacifié mais dénué de promesses », dit Tavoillot).

– **L'isolationnisme**, en rupture avec le mondialisme et le cosmopolitisme. De nouveaux clivages apparaissent : pour ou contre l'Europe, pour ou contre le soutien à l'Ukraine ou les traités de libre-échange (la droite sénatoriale, pourtant libérale a rejeté le SETA), pour ou contre l'immigration etc. Ces fractures brouillent l'opposition traditionnelle droite/gauche.

– **Et enfin le wokisme**, idéologie qui pourrait se définir par la volonté de construire un système qui essentialise les « racisés » en victimes, renonçant ainsi à une vision universaliste et laïque de notre société. Par exemple, certains mouvements féministes défendent le port du voile parce qu'il est revendiqué par une minorité jugée opprimée.

La difficulté de ces nouveaux mouvements à devenir de véritables idéologies promettant un salut n'est sans doute pas à regretter, pas plus qu'on ne peut regretter les anciennes idéologies. De quoi cette difficulté est-elle le signe : d'une complexification et d'une intégration mondiale qui nous font échapper à la simplicité d'une unique vision du monde ? Ou plus positivement, d'une capacité plus grande à l'autocritique dans les démocraties modernes ? Pourtant la crise politique et démocratique de notre époque est bien réelle, comme l'a révélé l'épisode douloureux et symptomatique de la réforme des retraites qui semble avoir encore accusé le fossé entre le peuple et ses élus.

Gare au retour du refoulé !

Face au modèle démocratique, et souvent contre lui, un autre discours politique nettement réactionnaire se fait désormais entendre un peu partout dans le monde. Ainsi, les grands empires semblent revenir en force sur la scène internationale en légitimant leur action par un sentiment puissant d'humiliation ou le retour d'un passé idéalisé à reconstruire. Faute d'une promesse utopique d'avenir, des États ou des mouvements politiques puissants entendent réécrire le passé : la Turquie d'Erdogan fantasme le retour de la puissance ottomane d'avant l'abolition du khalifat ; la Russie de Poutine, grande victorieuse de la guerre de 1939-1945, tente de conjurer la fin de la guerre froide et le démantèlement de l'URSS, vécus de plus en plus comme une terrible déroute et rêve de retrouver une splendeur perdue par une politique militariste cachant mal ses piètres résultats économiques ; la Chine de Xi Jinping, surtout depuis son entrée à l'OMC en 2001, entend occuper à nouveau une place centrale, celle qui revient à l'Empire du Milieu, après l'humiliation subie face à l'Occident au XIX^e siècle (en 25 ans, la Chine est devenue le premier partenaire d'une majorité de pays dans le monde en prenant la place des États-Unis). Mais on pourrait ajouter qu'en Occident même, le discours de

Trump sur l'humiliation de l'Amérique qui aurait été trop généreuse et s'est laissée duper commercialement et financièrement par ses propres partenaires débouche aussi sur une rhétorique de la puissance retrouvée (« Make America great again ») : le basculement de l'alliance en Ukraine et plus largement en Europe, la recherche de « deals », le jeu incertain de la hausse des droits de douane, le renoncement à la logique du droit au profit de la force sont désormais assumés politiquement. De même, le sentiment d'humiliation est redevenu un formidable levier politique que les partis extrêmes, de plus en plus prospères, entendent bien exploiter, y compris en Europe.

4 La démocratie en question

Les défenseurs comme les contempteurs de la démocratie se sont attachés à en révéler les dangers (la tradition philosophique a même rejeté ce modèle jusqu'au XIX^e siècle). Pour nos sociétés où la démocratie apparaît comme une évidence, il s'avère salutaire d'en connaître les dérives ou les limites, ne serait-ce que pour la protéger, ou la justifier sans illusion. Il faut distinguer alors les dangers qui tiennent à ses principes et ceux qui sont liés à son fonctionnement.

Les dangers liés aux principes de la démocratie

• La tyrannie de l'opinion et de la majorité

Selon Platon, il est dangereux de fonder le pouvoir sur l'opinion plutôt que sur la vérité, d'autant plus que l'opinion publique est instable. La majorité est-elle informée ? Est-elle un bon juge de l'intérêt commun ? Il faut pour cela, d'après Condorcet, que la population soit éduquée, surtout quand le monde devient plus complexe. La majorité n'est pas une garantie en matière de choix (Hitler a été plébiscité par les électeurs). En matière de démocratie directe, l'usage du référendum est souvent jugé dangereux et hasardeux. En outre, la majorité impose à tous sa volonté alors qu'elle n'exprime pas la volonté de tous, comme le montre Sabine Choquet dans *La violence de l'État* (2023). En effet, la majorité fait même violence aux minorités parce qu'elle se pense comme totalité et définit les normes : « Dans les faits, les lois adoptées par la majorité peuvent se révéler discriminatoires pour certaines personnes en raison de leur handicap, de leur sexe, de leur origine ou de leurs convictions. Un traitement uniforme n'est pas nécessairement juste ». En outre, « un individu stigmatisé par la majorité aura tendance à s'identifier à un autre groupe, à l'intérieur duquel sa différence sera valorisée ».

• Le risque démagogique

Les sophistes, qui ont appris à l'élite athénienne l'art des beaux discours, ne servent pas la vérité selon Platon : ils offrent seulement les armes de la conquête du pouvoir. La démagogie consiste à flatter les instincts du peuple : c'est ainsi que Trump a réussi à se faire élire et même réélire après des campagnes où les « vérités alternatives » ont gagné du terrain, où le storytelling et les clips de candidats ont définitivement remplacé les débats. Trump a en effet symboliquement refusé tout nouveau débat après un premier plutôt peu convaincant face à Kamala Harris où il avait été fortement critiqué : ainsi, le récit et les promesses ont occupé tout le terrain au détriment du